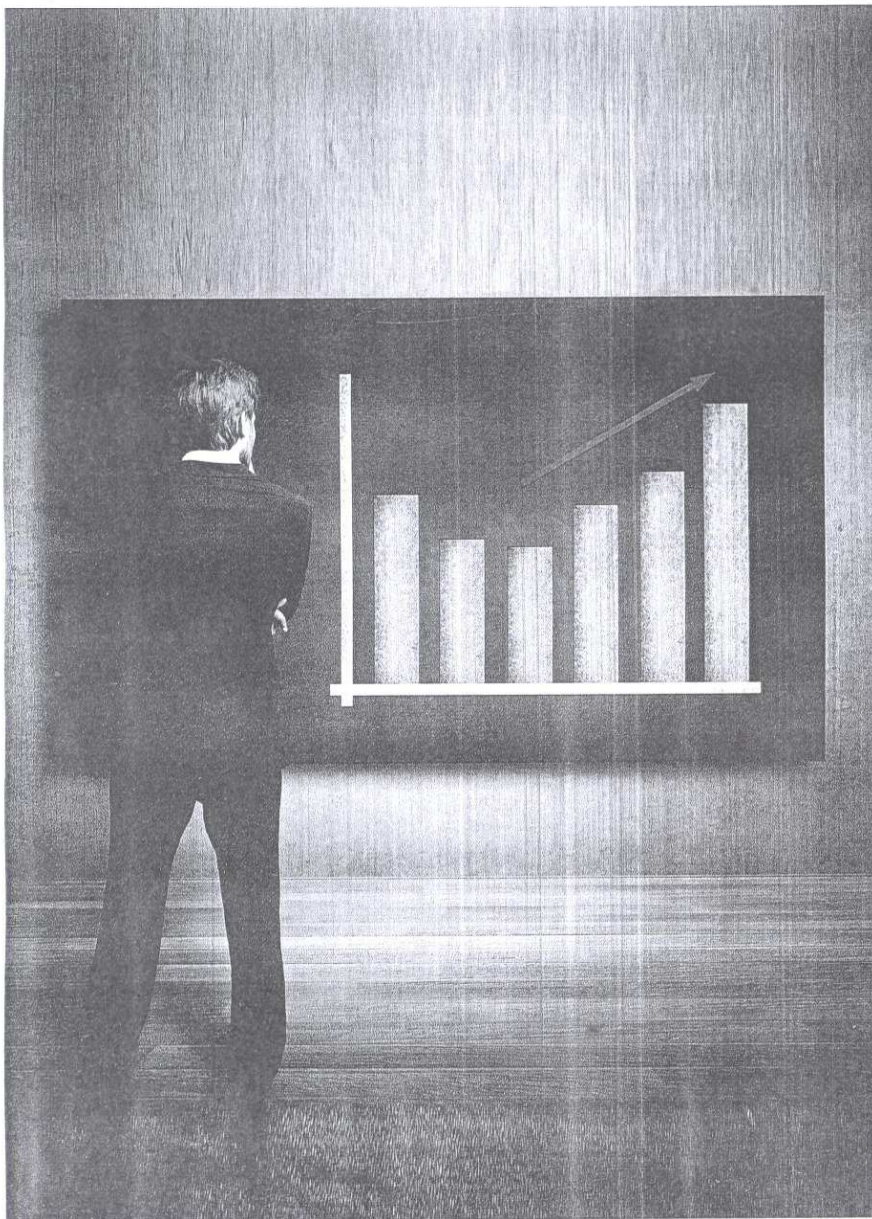


# Résilience dans un marché Entreprise en souffrance

En 2013, le secteur bancaire a pu préserver un niveau d'activité et de rentabilité jugé satisfaisant. Il a été néanmoins impacté par une nette augmentation des créances en souffrance. Celle-ci est attribuée essentiellement au marché Entreprise. Décryptage.



Ce qui a le plus marqué le secteur bancaire marocain en 2013, c'est la montée en flèche du coût du risque et des créances en souffrance.

PH. DR

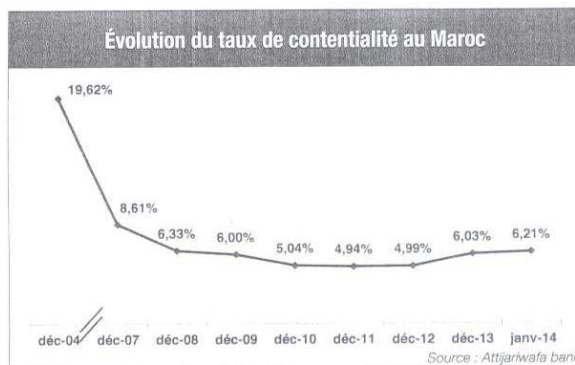
L'activité bancaire a décéléré en 2013. Et ce sont les patrons de banques eux-mêmes qui le reconnaissent. Néanmoins, le secteur s'en est globalement bien sorti, dans un contexte économique jugé peu porteur, en raison notamment d'un ralentissement de l'activité non-agricole et de la poursuite de la récession dans la zone Euro. En dépit de ces contraintes, les banques ont donc pu préserver un niveau de rentabilité satisfaisant. Le produit net bancaire consolidé des banques cotées (AWB, BCP, BMCE, BMCI, CDM et CIH) s'est amélioré d'environ 8% sur un an, pour atteindre plus de 47,8 milliards de DH. Cette amélioration est portée essentiellement par les trois premiers groupes Attijariwafa bank (17,9 milliards de DH de PNB, soit 4,9% de plus qu'en 2012), BCP (13,18 milliards de DH, +14,6%) et BMCE Bank (près de 9,9 milliards de DH, +9,7%). Les leaders du secteur ont profité notamment de leurs activités à l'international avec une bonne contribution des filiales africaines. Outre les banques cotées, le groupe Crédit Agricole du Maroc affiche lui aussi un PNB en hausse annuelle de 7% à 2,85 milliards de DH. Sur le registre

bénéfices, le résultat net-part du groupe cumulé des banques cotées a reculé de 2% à environ 8,75 milliards de DH. Le groupe Attijariwafa bank accapare, à lui seul, près de 50% des bénéfices, soit plus de 4,14 milliards de DH. Le recul de cet indicateur est essentiellement dû à la hausse du coût du risque, qui a absorbé une part importante du résultat brut d'exploitation.

## Hausse du coût du risque

En effet, ce qui a le plus marqué le secteur bancaire marocain en 2013, c'est la montée en flèche du coût du risque et des créances en souffrance. Ces dernières se sont accrues d'environ 25% par rapport à 2012 et leur poids dans le total des crédits bancaires s'est établi à 6% contre 5% un an auparavant. Rappelons que la croissance moyenne des créances en souffrance ressort à 5,2% entre 2009 et 2012. Cette évolution exceptionnelle des risques est attribuée, selon les experts de CFG Group, aux difficultés que connaissent les entreprises opérant en particulier dans les secteurs d'activité les plus exposés localement à la concurrence internationale (cas de

.../...





.../...

la sidérurgie, par exemple, dé-coulant des surcapacités indus-trielles en Europe). Elle reflète aussi l'impact de la baisse de la demande chez nos partenaires européens.

Selon les experts de CDG Capital, la majorité des banques de la place ont été concernées par cette forte augmentation des créances en souffrance, «à l'ex-ception de certains établissements comme le CIH qui a bouclé en 2013 le programme d'assainissement de ses créances en souffrance historiques», précise pour sa part CFG.

De ce fait, sur le plan commercial, l'année 2013 a été marquée par une évolution contras-tée des crédits et dépôts. Les premiers ont poursuivi leur ralentissement, avec une progres-sion de 3% en 2013 contre +5% en 2012 et une croissance annuelle à deux chiffres entre 2006 et 2011. Cette décélération a concerné plus particulièrement les concours aux entreprises (+1% contre + 3% en 2012 selon les chiffres du GPBM), reflétant la baisse de la demande et une politique de crédit plus sensible au risque, dans une conjoncture

économique difficile. «Le ralentis-sement des crédits observé en 2013 peut à la fois s'expliquer par une demande moins forte, puis-qu'une mauvaise conjoncture combinée à un manque de visi-bilité par rapport à la perspective d'une reprise économique du-rable, conduit naturellement les agents économiques à reporter des projets d'investissement et à adopter une gestion plus rigou-reuse de leurs besoins en fonds de roulement et donc en trésorerie, mais aussi et indéni-ablement par une posture plus pru-dente des banques dans un contexte caractérisé par une forte montée des risques», souligne Karim Gharbi, di-recteur Recherche de CFG Group.

Pas surprenant donc que le secteur ait connu, selon les chiffres présentés par AWB, une dé-gradation du taux de contentialité en décembre 2013 et atteignant 6,03% (+174 points de base par rapport à décembre 2012). Le taux de contentialité de l'en-semble du secteur bancaire, rap-pelle le PDG Mohamed El Kettani, a pourtant baissé de 19,62% en 2004 à 4,99% en 2012, grâce à la croissance soutenue des cré-dits et à un environnement éco-

nomique favorable sur la période. En revanche, le processus d'inter-médiation bancaire a été marqué, en 2013, par une légère amé-lioration des dépôts bancaires collectés auprès de la clientèle. Ces derniers ont augmenté d'à peu plus 3% après environ 2% en 2012. Cette évolution s'ex-plique en partie par la volonté des banques d'améliorer le ratio de transformation Crédits/Dépôts. A en croire toujours les respon-sables d'AWB, le déficit Dépôt-Crédit s'est élevé à 51 milliards de DH à fin décembre 2013, contre 50 milliards un an plus tôt et un excédent de 103 milliards à fin décembre 2006. Le ratio de transformation, lui, s'est fixé à 108% à fin 2013 (108% en 2012 et 76% en 2006). Au plan pru-dentiel, les banques ont ainsi ren-forcé leurs fonds propres, amélio-ré le ratio de solvabilité et le Tier one (ratio de solvabilité des fonds propres de base qui comprend principalement le capital social, les résultats mis en réserve ainsi que les intérêts minoritaires déte-nus dans des filiales consolidées.) Le raffermissment de ces ratios s'inscrit dans le respect des nou-velles exigences prudentielles : Relèvement des minimums re-quis relatifs aux ratios de solva-bilité à 12% en juin 2013 avec la mise en place d'un nouveau seuil pour le Tier 1 à 9%. A noter que le taux de couverture des risques par les banques a atteint 62,5% en 2013. ♦

Moncef Ben Hayoun

## Qu'en est-il pour 2014 ?

A en croire différents responsables de banques de la place, le début de l'année 2014 s'inscrit dans la conti-nuité et connaît une décélération de l'activité. Toutefois, le secteur ban-caire devrait bénéficier, à compter du second semestre, d'un meilleur contexte économique pour les ac-

tivités non-agricoles ainsi que de l'augmentation escomptée des réserves de change, comme l'anti-cipe CFG Group. Ce dernier s'attend à ce que cette conjoncture plus favorable conduite à une atténu-ation du rythme de progression des créances en souffrance à 10% en

2014. Il table aussi sur une accélé-ration de la croissance des crédits et une évolution légèrement moins soutenue des dépôts.

Les experts économistes d'Euler Hermes estiment, cependant, que l'environnement continuera à être difficile. La défaillance des entre-prises marocaines devant augmen-ter d'environ 10% comparativement à 2013.

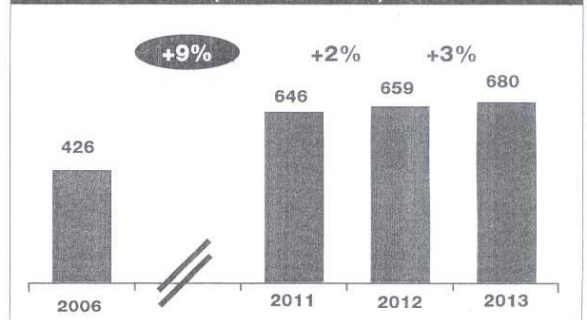
Rappelons que les banques sont appelées à être en conformité avec les exigences de Bâle III en termes de liquidité et de solvabilité. Un plan de déploiement des nouvelles normes de Bâle III a été défini par Bank Al-Maghrib et sera mis en branle progressivement en concer-tation avec les banques à partir de 2015 jusqu'à 2019. Qu'en sera-t-il alors de la distribution de crédits ?



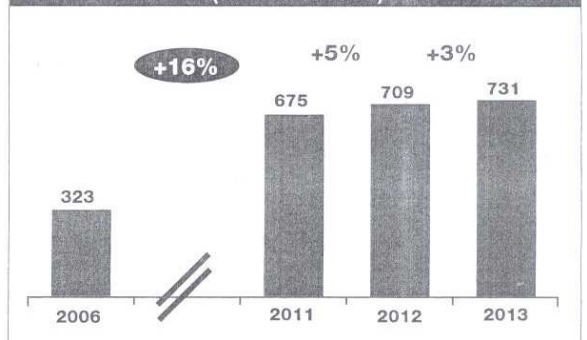
Le secteur bancaire devrait bénéficier d'un meilleur contexte éco-nomique pour les activités non-agricoles ainsi que de l'augmentation des réserves de change.

PH. DR

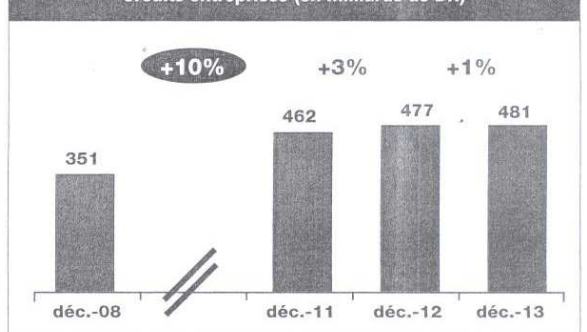
### Évolution des dépôts clientèle du système bancaire (en milliards de DH)



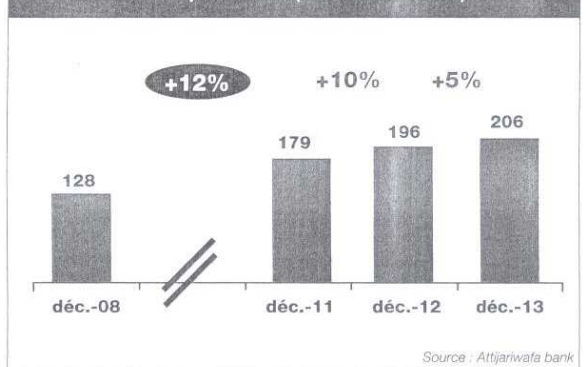
### Évolution des crédits clientèle du système bancaire (en milliards de DH)



### Crédits entreprises (en milliards de DH)



### Crédits particuliers (en milliards de DH)



Source : Attijariwafa bank